

Afghanistan : impasse et sauve qui peut¹

Guerre contre le terrorisme ? Aux talibans ? Guerre pour rendre aux Afghans un Etat viable, démocratique et capable de les protéger contre les fous de Dieu ? Conquérir « les cœurs et les esprits », comme le souhaite la propagande américaine ? L'argumentaire déployé par les armées coalisées qui s'enlisent au Moyen-Orient a été, et reste, à géométrie variable. Et convainc de moins en moins. Qui, d'ailleurs, dans nos contrées y accorde la moindre importance ?

Dans le pays ravagé, le poids espéré des mots ne vaut guère face à la réalité de l'occupation et à la multiplication des bavures (des massacres récurrents de civils, ramenés systématiquement au rang de malheureux incidents). Selon un sondage réalisé par le Conseil international sur la sécurité et le développement (Icos), 75% des Afghans ont une opinion négative des forces de l'Otan. Elles estiment que les étrangers ne respectent pas leur religion et leurs traditions. Elles sont 74% à penser que c'est mal de coopérer avec les forces étrangères. Autres chiffres significatifs, 68% des Afghans estiment que les talibans et leur chef, le mollah Omar, doivent entrer au gouvernement, et 58% sont opposés à une nouvelle offensive contre Kandahar, considéré comme un fief des insurgés. Eclairant quand, malgré les discours de circonstance et le recours désespéré à la méthode du bon docteur Coué, la paix apparaît toujours aussi inaccessible.

Depuis le début des opérations en 2001, les troupes occidentales interviennent sur presque tout le territoire. Et alignent de sombres statistiques. Selon le site Internet *icasualties.org*, le nombre de militaires tués en 2009 a été de 520. 379 de leurs camarades ont déjà perdu la vie au cours du premier semestre 2010. Et les attentats mortels se multiplient sur les routes de montagne comme dans les centres urbains. On cherche en vain des raisons d'être optimistes sur une issue propre du conflit.

A la mi-juillet, une Conférence internationale des donateurs a réuni à Kaboul plus de 60 pays. On y a évoqué une fois de plus le développement du pays, la sécurité du pays et, surtout, le calendrier de retrait des forces de l'Otan, prévu pour 2014, accompagné d'un transfert parallèle du contrôle du territoire à l'armée afghane (alors que les talibans contrôlent toujours plus de la moitié du pays et sont présent dans 80% du territoire...). Reste donc l'essentiel : former des troupes afghanes compétitives et fidèles au régime du douteux président Karzaï, éradiquer une corruption massive à tous les niveaux de pouvoir (éviter ainsi que l'aide financière internationale n'aille, une fois de plus, dans les poches de quelques uns. Selon l'ONG Integrity Watch Afghanistan, la corruption a doublé, entre 2007 et 2009) et ... négocier avec les talibans, ceux qui, paraît-il se battraient pour de l'argent et non pour des raisons idéologiques, et accepteraient de déposer les armes... Une gageure ? L'idée d'une amnistie contre une reddition n'est pas neuve. Elle avait déjà été avancée en 2005 par Hamid Karzaï à destination des insurgés qui renonceraient à la violence. Un fiasco, la plupart des talibans refusant de se rendre tant que les troupes internationales n'auraient pas quitté le pays.

Haute insécurité

Le 16 juillet, le Conseil international sur la sécurité et le développement (International Council on Security and Development-ICOS), un organisme international privé de réflexion (un « think tank ») sur la politique internationale, a sorti un rapport édifiant. Selon son président Norine MacDonald, « la communauté internationale échoue à répondre aux besoins de la population locale ou à comprendre leur vision du monde (ce qui) offre des possibilités à la propagande des talibans et d'Al-Qaida contre l'Occident et aboutit à des attitudes très négatives à l'égard de nos troupes sur le terrain ». Cette étude estime aussi que, pour une majorité d'Afghans, « cette année, plus (d'entre eux) ont rallié les talibans que l'année dernière. (...) 70 % pensent que les officiels dans leur région s'enrichissent en faisant du trafic de drogue. 64 % pensent que les responsables gouvernementaux sont liés aux talibans. » En outre, les islamistes savent qu'au-delà d'une frontière bien poreuse, qu'au Pakistan voisin, leurs « cousins » pakistanais mènent la vie dure à un régime soutenu là-aussi par les USA.

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – juillet 2010.

Selon un autre rapport d'Oxfam disponible sur le site d'Oxfam France, « Alors que plus de 40 milliards de dollars ont été dépensés pour l'aide en Afghanistan ces neuf dernières années, des millions d'Afghans vivent toujours dans la pauvreté. L'insécurité n'a jamais été aussi élevée depuis la chute des Talibans et les bailleurs de fonds voient de plus en plus à court terme et favorisent les approches militaires. Les Etats-Unis, par exemple, ont considérablement réduit le financement de leurs activités humanitaires, alors que le budget américain pour les activités censées conquérir 'les cœurs et les esprits' a augmenté de plus de 2 500 %. (...) Les Afghans veulent du travail. Ils veulent se sentir en sécurité quand ils marchent dans la rue. Ils veulent des médecins dans leurs hôpitaux et de bons professeurs dans leurs écoles. » Financés comment ? Selon une étude du Congrès américain parue en septembre 2009, le budget du Pentagone pour l'Afghanistan, entre 2001 et 2010, se monterait à quelque 280 milliards de dollars (216 milliards d'euros). Chiffre éloquent, alors que la « communauté internationale » aurait déboursé 51,5 milliards de dollars (39 milliards d'euros, en cumulant les dépenses de formation de l'armée et de la police) entre 2002 à 2010 pour la reconstruction du pays. En outre, selon une étude réalisée en 2008 par l'ONG Agency Coordinating Body for Afghanistan Relief, 40 % de l'aide retournait vers les pays donateurs sous la forme de salaires d'expatriés et de consultants surpayés, ou de commissions aux sous-traitants et prestataires de services, parmi lesquels les compagnies de sécurité se taillent la part du lion. Ainsi, en février dernier, *le Monde diplomatique* estimait que les effectifs des sociétés militaires privées (SMP) déployés en Afghanistan pouvaient aller de cent trente mille à cent soixante mille hommes, chiffre largement dépassé depuis. « Leur statut juridique demeure très flou. Derrière leurs solutions « clés en main », se profilent des intérêts économiques colossaux qui orientent les choix de guerre sur le terrain. Financièrement, il existe en effet une convergence d'intérêts entre les SMP et les grands groupes industriels américains. (...) En outre, l'essor de cette 'sous-traitance' coïncide avec l'intérêt des militaires américains pour leur reconversion (...) Les connexions privilégiées entre les ex-officiers supérieurs américains opérant au sein des SMP et le monde politique du Pentagone demeurent étroites. Cette proximité leur confère une facilité d'accès en matière d'informations classifiées et leur garantit une certaine impunité. » Et les place en capacité de peser sur la conduite des opérations militaires².

Vœu pieux

Les donateurs ont toutefois affirmé que la conférence de Kaboul a constitué « une avancée majeure ». Le communiqué final a réitéré l'objectif soutenu par le président Karzaï « selon lequel les forces armées nationales afghanes doivent mener et conduire les opérations militaires dans toutes les provinces d'ici à la fin 2014 ». Ce qui risque de rester un vœu pieux quand on sait que la rébellion talibane s'est renforcée au fil du temps. Le communiqué n'a d'ailleurs confirmé un retrait des troupes étrangères en 2014. Plus pessimiste, ou simplement plus lucide, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a d'ailleurs estimé que des troupes étrangères resteraient en soutien aux forces afghanes. Un Rasmussen pour le moins perplexe. « Sincèrement, je crois que la communauté internationale a sous-estimé la mission en Afghanistan. C'est pourquoi cela prend beaucoup plus de temps pour aider les Afghans à établir suffisamment de capacités » a-t-il déclaré sur la chaîne danoise TV2 News, évoquant « des moyens suffisants pour le faire. « L'engagement militaire va dans la bonne direction. Malheureusement, nous enregistrons des pertes trop lourdes », a-t-il encore admis, annonçant plus de pertes dans les rangs de la coalition, dans les semaines et mois prochains.³ »

Poudre aux yeux

La guerre en Afghanistan est de plus en plus impopulaire dans les opinions publiques occidentales, après environ neuf années de combats et en raison des pertes sans précédent que subit la coalition. La transition en Afghanistan ne peut être repoussée indéfiniment, a donc dû répéter à Kaboul la chef de la diplomatie américaine Hillary Clinton. Tout en affirmant qu'il n'est pas question « d'abandonner notre mission à long terme visant à un Afghanistan stable, sûr et pacifique ». Washington a d'ailleurs toujours dit qu'un début de retrait des forces internationales à la mi-2011 était conditionné à l'évolution de la situation militaire sur le terrain. Et à l'horizon

² « La guerre sous-traitée à des entreprises privées. Mercenaires d'Etat en Afghanistan ». *Le Monde diplomatique* de février 2010.

³ « La communauté internationale a sous-estimé la mission en Afghanistan », affirme le secrétaire général de l'OTAN ». *Le Monde* du 20 juillet 2010.

2014 ? La fixation d'une année-butoir, au vu et de l'impasse actuelle, apparaît comme le signe de l'échec de l'intervention armée. « Non seulement, elle n'a pas modifié la carte géopolitique régionale et apporté la démocratie escomptée, mais elle a eu pour résultat majeur de raviver un islamisme radical en déclin à la fin des années quatre-vingt-dix ! Dès lors quand des spécialistes du contre-espionnage britannique découvrent que les guerres en Irak et en Afghanistan se sont traduites par une montée de l'extrémisme islamiste, c'est quelque part un comble !⁴ »

« C'est à qui s'en ira le premier ! » a donc pu éditorialiser le quotidien afghan Hashte Sobh. « La nouvelle du départ des troupes ne peut que renforcer le moral des talibans et les pousser à ne pas abandonner le combat (...) La présence des troupes étrangères n'était pas suffisante pour dissuader le Pakistan de s'ingérer dans les affaires du pays, et il est probable que leur départ va aggraver la situation. » On n'en est pas là et le prochain sommet de l'OTAN à la fin de l'année fera une nième fois le point.

Au bout du compte, l'« afghanisation » officiellement espérée par les leaders occidentaux ressemble plus que jamais à de la poudre aux yeux. Le président Obama n'a-t-il pas eu récemment ces mots en forme d'aveu : « La situation empire avant de s'améliorer ».

Une formule en vogue depuis tant d'années que les dirigeants belges, tous partis confondus et en bons alliés otaniens, ne veulent pas entendre. Ils n'ont pas l'honnêteté d'exposer la situation réelle au peuple belge. Y a-t-il d'ailleurs jamais eu un véritable débat public à Bruxelles sur la question de notre engagement alors que personne n'a la moindre idée claire sur la manière d'en sortir ?

⁴ « Washington veut se tirer au plus vite d'Afghanistan ». L'Humanité du 22 juillet 2010.